



## DOSSIER DE PRESSE

### L'État du Phénomène des Drogues et des Toxicomanies au Grand-Duché de Luxembourg (Rapport RELIS - Edition 2016)<sup>1</sup>

« Ampleur de l'usage de drogues illicites au sein de la population nationale similaire, voire inférieure, à la plupart des prévalences moyennes observées au sein de l'UE et généralement moins élevée que dans les pays limitrophes du Grand-Duché. Stabilisation de la prévalence de l'usage **problématique** de drogues illicites, mais augmentation de l'usage par **injection de cocaïne** qui affiche une disponibilité nationale accrue. Partiellement liée à ce constat, outre une couverture améliorée des offres nationales de dépistage, une proportion accrue d'usagers de drogues parmi les nouveaux cas d'**infections au VIH**. Baisse générale du **taux de mortalité** liée à l'usage de drogues illicites et **vieillessement** confirmé de la population d'usagers de drogues ».

Créé en 1994, le Point Focal Luxembourgeois de l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT), assure pour le compte du ministère de la Santé la surveillance épidémiologique des phénomènes liés aux drogues illicites et aux toxicomanies par le biais du Réseau Luxembourgeois d'Information sur les Drogues et les Toxicomanies (RELIS). Outre ses travaux de recherche ciblés, le Point Focal OEDT contribue à l'élaboration du Rapport national sur l'état du phénomène de la drogue au G.-D. de Luxembourg.

#### Usage de drogues illicites en population générale : tendances mondiales, européennes et nationales

À l'échelle mondiale (UNODC, 2016)<sup>2</sup>, le nombre global de personnes âgées de 15 à 64 ans ayant consommé au moins une drogue d'origine illicite au cours de l'année écoulée est estimé à 247 millions, ce qui équivaut à 1 personne sur 20 au niveau de la population mondiale dans cette classe d'âge. L'usage à caractère problématique de drogues illicites concerne quelque 29 millions de personnes, dont 12 millions sont des injecteurs. L'UNODC estime que 1,68 millions d'usagers par injection sont infectés par le VIH. Le cannabis reste de loin la drogue la plus consommée<sup>3</sup> au monde (183 millions de personnes, équivalent à 2,5% de la population mondiale dans la tranche d'âge de 15 à 65 ans). Le nombre d'usagers de stimulants de type amphétamine (STA) s'élèverait à 33 millions de personnes (0,44%). La prévalence de « l'ecstasy » (19,4 millions de personnes ou 0,3% de la population) a diminué par rapport aux données de 2009. Le nombre de consommateurs d'opiacés est resté stable et se situerait approximativement à 17,4 millions de personnes (0,23%).

Au sein de l'UE, selon les dernières données de l'OEDT issues du Rapport européen sur les drogues (2016), 88 millions de personnes ont consommé une drogue illicite au cours de leur existence et on compterait 1,3 millions d'usagers problématiques d'opiacés. Des évolutions positives sont à voir dans la baisse des nouveaux usagers d'héroïne, une diminution du recours à l'injection, et une stabilisation de l'usage de cannabis et de cocaïne dans certains pays. Aussi, des niveaux record du nombre de personnes en traitement ont été observés. Les amphétamines et l'ecstasy demeurent les stimulants de synthèse les plus fréquemment consommés en Europe. Des données récentes suggèrent toutefois que l'usage d'amphétamines est stable ou en baisse chez les jeunes adultes. En ce qui concerne le cannabis, environ 1% d'Européens adultes (de 15 à 64 ans) le consomment quotidiennement ou presque quotidiennement. Aussi, le nombre, les types et la disponibilité de nouveaux produits psychoactifs en Europe ont continué à croître. La mondialisation, les avancées technologiques et l'internet ont contribué au développement d'un marché ouvert à ces produits.

<sup>1</sup> L'édition 2016 du rapport RELIS et les autres travaux de recherche du point focal national OEDT peuvent être téléchargés du site <http://www.relis.lu>

<sup>2</sup> UNODC (2016), Rapport mondial sur les drogues 2015, UNODC, Vienne.

<sup>3</sup> La prévalence et taux de prévalence par produit se rapportent à la consommation au cours de l'année écoulée de personnes âgées de 15 à 64 ans.

À l'échelle micro-géographique, les tendances au **Grand-Duché de Luxembourg** reflètent dans les grandes lignes celles observées au sein de l'UE, avec toutefois une stabilisation de la prévalence de l'usage problématique de drogues d'origine illicite. Par ailleurs, selon les résultats de la dernière enquête nationale représentative (EHIS), les prévalences de l'usage de drogues illicites au sein de la population générale du Grand-Duché sont pour la plupart inférieures aux moyennes observées au sein de l'UE et des pays limitrophes du Grand-Duché, surtout en ce qui concerne leur usage récent.

### Indicateurs de prévalence d'usage problématique de drogues et caractéristiques des usagers

En matière de surveillance épidémiologique, on notera que le **nombre d'usagers problématiques indexés par les institutions nationales** en 2015 équivalait à 6.648 personnes (comptages multiples inclus)<sup>4</sup> (2002: 4.701).

À titre comparatif, on retiendra qu'en 2002, 2.383 personnes furent recensées par les **institutions de réduction de la demande** et 2.318 par les **instances de réduction de l'offre**. En 2015, ces mêmes instances ont recensé respectivement 3.063 et 3.585 personnes. Sommairement, le nombre de personnes entrées en contact avec des instances sanitaires et répressives a baissé entre 2011 et 2013 pour afficher une nouvelle hausse en 2015. A noter enfin la hausse au niveau du nombre de contacts enregistrés par les services bas seuil et de réduction des risques entre 2014 et 2015 (142.000 contacts).

En référence aux données les plus récentes (Origer, 2012)<sup>5</sup>, la **prévalence et le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues** actuels sont estimés respectivement à 2.070 personnes (I.C. (95%) : 1.553 – 2.623) (comptages multiples exclus) et 6,16 par mille personnes issues de la population nationale âgée entre 15 et 64 ans. De l'analyse des études sérielles de 1997 - 2012 ressort que la prévalence absolue et les taux de prévalence de l'usage problématique de drogues affichent une **tendance à la baisse** depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle.

Au fil de la dernière décennie, la **polyconsommation** est devenue le comportement prépondérant chez les usagers de drogues en contact avec le réseau institutionnel national. Toutefois, on observe une augmentation des personnes en contact avec les institutions nationales en raison de **problèmes liés à l'usage de cannabis** et une **hausse au niveau de l'injection de stimulants, et en particulier de la cocaïne**, actuellement très disponible, et se substituant partiellement à l'injection d'héroïne.

L'**âge moyen** des usagers recensés est passé de 28 ans et 4 mois en 1995 à 34 ans et 11 mois en 2015. L'âge moyen des usagers masculins a augmenté plus rapidement que celui des femmes. L'âge moyen des usagers luxembourgeois est inférieur à celui des non-luxembourgeois. On retiendra également l'accroissement significatif de l'âge moyen des victimes de **surdoses mortelles** au cours de la dernière décennie.

### Mortalité et morbidité associées à la consommation de drogues

Le déploiement des plans d'action nationaux en matière de drogues et de toxicomanies a été accompagné d'une baisse globale des **décès par surdosage** au Grand-Duché de Luxembourg (27 cas en 2007 et 12 cas en 2015). Exprimée en nombre de cas de surdose par rapport à la population générale du Grand-Duché de Luxembourg, cette proportion correspondait à 5,9 décès par surdose pour 100.000 habitants âgés entre 15 et 64 ans en 2000 alors qu'en 2015, 3,1 surdoses aiguës pour 100.000 habitants ont été enregistrées (2009 : 4,15). Les données médico-légales confirment que la quasi-totalité des décès impliquait la consommation d'héroïne<sup>6</sup>. La moyenne d'âge des victimes affiche une hausse générale (2015 : 36,8 ans ; 2000 : 29 ans). À souligner enfin que depuis l'ouverture de la première salle de consommation supervisée de drogues quelque **2.100 incidents de surdosage** y ont été gérés et aucune surdose, prise en charge à l'intérieur de cette structure d'accueil, a connu une issue fatale.

La proportion moyenne d'usagers intraveineux de drogues parmi les personnes nouvellement infectées par le **VIH** a suivi une tendance discontinue à la baisse jusqu'en 2011 pour accuser une nouvelle hausse à partir de 2013/2014 (2015 : 21%) alors que les offres nationales en matière de traitement et de réduction des risques sont fort développées et diversifiées et que notamment le nombre de seringues stériles distribuées dans le cadre du programme national d'échange de seringues est en hausse et a atteint un niveau record en 2015. Si cette hausse de l'incidence VIH, qui s'observe également dans certains autres pays de l'UE, peut s'expliquer en partie par une **couverture de dépistage accrue** au niveau national, des facteurs tels que la **consommation accrue de stimulants**, et en particulier de cocaïne par injection par des usagers polyconsommateurs fortement marginalisés, semblent

<sup>4</sup> Dans ce recensement les comptages multiples sont inclus ce qui signifie qu'une personne donnée a pu être indexée deux fois ou plus si on tient compte de l'ensemble des institutions spécialisées établies sur le territoire national. Dès lors, ce chiffre ne représente pas la prévalence (la taille) effective de la population d'UPD au niveau national (qui elle, se détermine par des méthodologies différentes – voir Origer, 2012).

<sup>5</sup> Origer A. Prevalence of Problem Drug Use and Injecting Drug Use in Luxembourg: A Longitudinal and Methodological Perspective. *Eur Addict Res.* 2012;18:288-296.

<sup>6</sup> Origer A, Lopes da Costa S, Baumann M. Opiate and cocaine related fatal overdoses in Luxembourg from 1985 to 2011: A study on gender differences. Origer A, Lopes da Costa S, Baumann M. *Eur Addict Res.* 2014; 20(2):87-93.

Origer A, Le Bihan E, Baumann M. Social and economic inequalities in fatal opiate and cocaine related overdoses in Luxembourg: A case-control study. *Int J Drug Pol* 2014. 25:911-915.

également être en jeu. La prévalence **VHC (hépatite C)**, en nette progression jusqu'en 2007<sup>7</sup>, semble s'être stabilisée depuis lors, bien qu'à un niveau fort élevé.

## Disponibilité et qualité des drogues illicites au niveau national

Une analyse longitudinale fait apparaître une tendance générale à la baisse<sup>8</sup> des **quantités saisies** d'héroïne, de cocaïne et de cannabis entre 2006 et 2013 et affiche une nouvelle hausse pour ces trois substances à partir de 2014. Nonobstant les quantités de cannabis et de cocaïne saisies, **le nombre de saisies** a augmenté de façon discontinue depuis 1990 en ce qui concerne le cannabis et depuis 2010 pour la cocaïne, alors que le nombre de saisies d'héroïne a eu tendance à diminuer depuis 2010 avec une légère reprise à partir de 2014. **Le nombre total de personnes impliquées dans des infractions de détention de drogues** suit également une tendance à la hausse. (2000 : 1.758 ; 2013 : 2.069 ; 2014 : 2.816, 2015 : 3.345).

Au cours des dernières années, des **réseaux de distribution** mieux organisés ont vu le jour sur le plan national. L'expansion de ces réseaux plus structurés a contribué à une hausse sensible de la disponibilité de drogues illicites, particulièrement en ce qui concerne l'offre de cocaïne. Les nouvelles drogues synthétiques et produits associés (NPS, legal highs) sont également en progression. Les stratégies et techniques de vente de drogues au détail impliquent plusieurs acteurs avec des tâches bien définies afin de réduire les risques liés au trafic. Par ailleurs, les réseaux de vente œuvrent à délocaliser leurs points de vente vers des endroits moins visibles aux forces de l'ordre, tels qu'appartements privés ou cafés. La proportion de trafiquants de drogues non-luxembourgeois est restée stable au cours des dernières années. Un indicateur complémentaire de la **disponibilité accrue** de drogues illicites au niveau national est à voir dans le fait qu'actuellement presque 52% des usagers **s'approvisionnent en drogues illicites exclusivement au Grand – Duché de Luxembourg**, alors que cette proportion représentait seulement 15% en 2008.

Comparée à la situation en 2006, la **pureté** moyenne de la cocaïne a baissé et des variations remarquables de la pureté de l'héroïne ont été observées au cours des dernières années. Il s'agira également de suivre attentivement les variations importantes au niveau des concentrations maximales de THC dans différentes variétés de cannabis saisies au Luxembourg les dernières années avec une tendance générale à la hausse de la pureté moyenne. L'apparition de **nouvelles drogues de synthèse**, dont les effets et risques potentiels associés sont encore largement inconnus au moment de leur apparition, constitue un autre phénomène particulièrement inquiétant. **Les prix** de l'ensemble des drogues illicites vendues sur le marché national ont connu au cours des dernières années des marges de plus en plus importantes, ce qui est notamment à mettre en relation avec les importantes fluctuations de la qualité des produits finaux.

## Stratégie et plans d'action « Drogues et Addictions » 2010 - 2014 et 2015 - 2019

**L'objectif général** de la stratégie et des plans d'action nationaux en matière de lutte contre les drogues et les addictions est de contribuer à atteindre un niveau élevé de protection en termes de Santé publique, de Sécurité publique et de cohésion sociale. Le plan d'action national repose prioritairement sur **deux piliers**, à savoir la réduction de la demande et la réduction de l'offre ainsi que sur **quatre axes transversaux** : la réduction des risques, dommages et nuisances, la recherche et l'information, les relations internationales et finalement les mécanismes de coordination.

**Le budget global du ministère de la Santé** alloué aux services et programmes du domaine des drogues et des toxicomanies, est passé de 2.066.000.- EUR en 2000 à 12.349.000.- EUR en 2015 ce qui équivaut à un taux de progression de presque 500%. De façon générale, les dépenses publiques en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies ont été estimées à 38,5 millions EUR (Origer, 2010). Les dépenses allouées exclusivement aux traitements des problèmes liés à l'usage de drogues illicites représentaient 16,2 millions EUR en 2012.

Le **plan d'action gouvernemental 2010-2014** en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et des addictions associées a été soumis à une **évaluation externe**. Les conclusions de cette évaluation ont été publiées et, ensemble avec les recommandations issues d'une série de groupes de travail d'experts nationaux et de résultats d'enquêtes auprès des usagers/clients, ont servi à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action drogues et addictions 2015-2019<sup>9</sup> qui sont actuellement en phase de déploiement.

Références en ligne : Rapport sur l'état du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg. Edition 2016 (téléchargeable sous : <http://www.sante.public.lu> ou <http://www.relis.lu> ou <http://www.ms.public.lu> )

<sup>7</sup> Origer A, Schmit J.-C. Prevalence of hepatitis B and C and HIV infections among problem drug users in Luxembourg: self-report versus serological evidence. *J Epidemiol Community Health* 2012;**66**:64-68.

<sup>8</sup> Les drogues en transit exclues ; uniquement les quantités destinées au marché national.

<sup>9</sup> **Ministère de la Santé** (2015). Stratégie et plan d'action gouvernementaux 2015 – 2019 en matière de lutte contre les drogues d'acquisition illicite et des addictions associées. Ministère de la Santé, Luxembourg